

Une histoire du conflit politique sans géographie

Frédéric Gilli

Recension de : Julia Cagé et Thomas Piketty, *Une histoire du conflit politique. Élections et inégalités sociales en France, 1789-2022*, Paris, Éditions du Seuil, « Éco Histoires », 2023, 864 p.

Julia Cagé et Thomas Piketty livrent une somme ambitieuse analysant les élections en France depuis la Révolution de 1789, qui accorde une place centrale à la notion de « classe géo-sociale ». Le livre comporte toutefois des limites méthodologiques importantes notamment dans l'usage des données géographiques.

Ces dernières décennies, les inégalités sociales se sont accrues, la production des richesses s'est concentrée dans les grands centres urbains et la participation électorale s'est effondrée au point d'affecter la stabilité de notre démocratie. Ces préoccupations sont au cœur du dernier ouvrage de Julia Cagé et Thomas Piketty, *Une histoire du conflit politique. Élections et inégalités sociales en France, 1789-2022*.

Cet ouvrage, fruit d'un colossal travail de saisie de données, invite à prendre un recul historique pour mieux comprendre la situation politique française actuelle, c'est-à-dire la tripartition du champ électoral que l'élection d'Emmanuel Macron a concrétisée. Compilant les données de vote sur plus de deux siècles d'élections, les auteurs font remarquer que cette tripartition n'est pas inédite. Il y a déjà eu une période similaire entre 1848 et 1910, et la compréhension de cette dernière est utile pour apprécier les enjeux actuels.

Le livre se présente comme une contribution pour sortir d'une tripartition politique qui, selon les auteurs, a conduit au « vote le plus bourgeois » de l'histoire française en 2022 avec des conséquences qu'ils estiment délétères pour le pays. Ils déroulent pour cela une réflexion en plusieurs temps.

Ils posent en premier lieu les fondements historiques d'une double traduction du conflit pour l'égalité : l'opposition entre riches et pauvres (selon les niveaux de revenus) et celle entre urbains et ruraux (du fait d'un rapport différent à la propriété). Citant les thèses de Tilly (1964) et Bois (1960), ils rappellent que les différences entre les votes urbains et ruraux se cristallisent dès le début du XIX^e siècle autour des promesses non tenues des élites urbaines après la Révolution et la nationalisation des biens du clergé. Une méfiance durable s'installe dans les campagnes vis-à-vis des urbains, renforcée plus tard par les discours anti-propriété de la gauche ouvrière. L'ouvrage montre que la propriété – foncière puis immobilière – reste un élément fondamental du positionnement politique du monde rural.

Les auteurs soulignent ensuite que les épisodes de « tripartisme » surviennent chaque fois que la question sociale a été supplantée par la question territoriale. Lorsque l'opposition urbain-rural devient un facteur discriminant de la répartition des votes entre communes, cela transformerait l'opposition entre les communes les plus pauvres et les communes les plus riches en un triangle, dans lequel les plus riches jouent de l'opposition entre les pauvres des villes et les pauvres des campagnes pour installer un « bloc bourgeois » en position centrale.

Avec la tripartition actuelle, on observe aussi une forte baisse de la participation et une hausse des inégalités, constantes depuis les années 1970. Les auteurs en déduisent que la bipartition politique est bonne pour la démocratie et la réduction des inégalités. Ils en concluent que la question sociale doit être remise au centre du débat pour restaurer les conditions d'une bipolarisation du conflit politique. Selon eux, ces conditions concourraient à la réduction des inégalités et à la relance du pays, et redonneraient du sens au jeu démocratique.

Un très important travail de documentation

Un hommage s'impose pour l'impressionnant travail de collecte, de numérisation et de traitement des archives électorales réalisé pour le livre, en particulier les séries de toutes les élections législatives depuis 1848. Toutes les données collectées au terme d'un travail collectif de longue haleine sont mises à disposition sur [un site internet](#) très bien conçu et en libre accès.

La répartition des votes à l'échelle communale a été reconstituée à partir d'un travail méthodique d'affectation des candidats, circonscription par circonscription et élection par élection, puis croisée avec les caractéristiques socio-démographiques des communes. C'est de ces croisements statistiques très riches et fouillés que les auteurs tirent toutes leurs conclusions. Ces traitements statistiques comportent toutefois plusieurs limites qui interrogent la solidité des analyses et conclusions.

La première tient à l'amalgame permanent entre les électeurs d'une commune et le vote moyen de cette commune, auquel leurs comportements sont assimilés. Ce choix, qui s'explique par l'inexistence d'analyses des votes individuels avant le milieu du XX^e siècle, n'en est pas moins problématique. Ainsi, quand on lit en introduction que « le vote Ensemble 2022 est le vote le plus bourgeois de toute l'histoire », il aurait été plus exact de dire : « en 2022, le vote pour lequel l'écart à la moyenne des résultats observés dans chaque commune est le plus corrélé avec le niveau de revenu moyen de la commune est le vote pour Ensemble ». Ce raccourci est problématique pour la raison suivante : on n'est pas « bourgeois » du seul fait que l'on vote dans une commune riche. Les auteurs relèvent eux-mêmes que, depuis quarante ans, on observe une concentration croissante des pauvres dans les villes centres des métropoles riches.

Certes, les auteurs sont sensibles au risque d'« erreur écologique » et prennent soin de se justifier dès l'introduction en expliquant que les enquêtes individuelles post-scrutin n'existent qu'à partir de 1945. Mais le livre apportant des éléments originaux, ses résultats, au moins pour la partie contemporaine, pourraient être discutés plus finement à la lumière d'autres travaux conduits sur la base d'enquêtes individuelles qui donnerait à l'ouvrage plus de consistance. Des références sont mentionnées mais n'ouvrent pas sur des débats chiffrés, précis et argumentés. Ce manque est préjudiciable car tout l'appareil argumentatif découle des seules données électorales ou socio-économiques consolidées à l'échelle communale.

Des données sociales déterminantes pour expliquer les votes

Le second problème méthodologique concerne le traitement des caractéristiques communales en tant que telles. Deux dimensions majeures distinguent les votes observés à l'échelle communale dans les scrutins nationaux : les variables socio-démographiques et les variables territoriales.

Concernant les premières, le travail est convaincant : outre l'âge, les variables mobilisées sont le taux de propriétaires, le niveau des revenus, les « CSP ». Attentifs aux variations des catégories dans le temps, Cagé et Piketty ont mené un travail de réaffectation des catégories socio-professionnelles similaire à celui réalisé sur les affiliations politiques. Ce retraitement est d'autant plus important que les variables socio-économiques ressortent comme les principaux déterminants de la polarisation droite-gauche des votes observés à l'échelle communale. Le vote à gauche est

plus fort dans les communes où la propriété foncière est très concentrée dans les mains de quelques-uns. De même, jusqu'à tout récemment, il avait toujours été plus fort dans les communes ouvrières.

Pour la dimension sociale et culturelle des votes, les résultats laissent plus dubitatifs. Une série de caractéristiques socio-démographiques est testée et rejetée par les auteurs comme non déterminante pour expliquer la répartition des votes, comme l'attachement à la religion, l'origine des habitants, etc. Plusieurs graphiques montrent que la place de la religion dans le vote conservateur en milieu rural doit être relativisée tout au long des 250 dernières années, y compris dans la dernière partie du XIX^e siècle. Ces résultats, qui vont à l'encontre de nombreux travaux d'historiens, attisent la curiosité. Las, il s'avère que l'importance de la religion dans une commune n'est appréciée qu'à partir de trois variables : le taux de prêtres réfractaires en 1791, la part d'enfants scolarisés dans le privé en 1894 et cette même part mesurée en 2021. La prudence aurait voulu que les auteurs ne s'aventurent pas à établir des conclusions trop fermes sur la base de données si partielles et contestables.

Un traitement problématique des données géographiques

Les données territoriales font l'objet d'un traitement plus problématique. D'abord, les variables territoriales se résument pour l'essentiel à la taille de la commune, décomposée en quatre classes considérées comme stables entre 1789 et 2022 : les « villages » (moins de 2 000 habitants), les « bourgs » (de 2 000 à 100 000 habitants) et, pour les agglomérations, la « banlieue » et le centre (qui est appelé « métropole » dans une forme d'anachronisme territorial). Alors qu'un travail minutieux de reclassement a été mené sur l'étiquetage politique des candidats ou sur le traitement des CSP, il est étonnant que les auteurs n'aient pas eu la même rigueur pour les données géographiques. Ainsi, le « périurbain », catégorie majeure des débats scientifiques et politiques ces dernières décennies, n'a pas de statut dans leur travail. De même, les auteurs ont considéré que la notion de « bourg » n'était pas sujette à évolution, sans être attentifs au fait qu'une ville de 80 000 habitants ne recouvrait pas la même réalité géographique dans la France de 2022, avec 67 millions d'habitants, et dans la France révolutionnaire qui en comptait 27 millions. En 1900, une agglomération de 80 ou 90 000 habitants est bien davantage qu'un gros bourg... Cette légèreté aurait été sans conséquence si la dimension géographique n'occupait pas une place si centrale dans l'ouvrage, la question urbain-rural étant au cœur de la définition de la « classe géo-sociale » (que les auteurs empruntent à Bruno Latour 2021).

En outre, ce ne sont pas seulement les catégories spatiales qui sont figées par les auteurs pendant deux siècles, mais aussi les contours des territoires retenus. Sur la foi des bases de données disponibles sur le site internet, il apparaît qu'une commune appartenant à une unité urbaine en 2022 est traitée comme faisant partie de cette agglomération pour l'ensemble de la période étudiée. Si l'on prend l'exemple de l'agglomération de Toulouse, cela signifie que les résultats électoraux de Pompignan (située dans le Tarn-et-Garonne à 30 km de Toulouse, soit plus de 3 à 4 h de calèche en 1790, mais appartenant à son unité urbaine en 2022) sont comptabilisés au sein de la catégorie « communes de banlieue » pour toute la période allant de 1789 à 2022. Pour la région parisienne, eu égard à l'extension actuelle de l'agglomération, ce sont environ 400 communes, dans un rayon de plus de 50 km autour de Paris, qui sont « banlieusardes » dès 1789.

Le traitement de la région parisienne est d'ailleurs un autre point problématique de l'analyse. Alors que Paris est une singularité systématique de toutes les analyses spatiales en France – ce qui était encore plus net avant 1960 –, les auteurs ne l'isolent pas. Il aurait été pertinent de décomposer ce qui relève d'un effet parisien pour mieux caractériser ce qui tient à la taille des communes les plus grandes.

Cette difficulté à appréhender l'espace comme une catégorie évolutive se retrouve à plusieurs endroits. Quand les auteurs analysent l'inversion du résultat liant la gauche et le revenu communal, ils s'étonnent d'observer une inversion historique à partir des années 1960 (soit, bien plus tôt que le

décrochage de la relation gauche-ouvriers qui intervient à partir du début des années 1980) : ils se perdent en conjectures socio-politiques sans imaginer que, par exemple, cette inversion puisse être simplement un effet de la déconnexion domicile-travail et de la spécialisation résidentielle dans les agglomérations. Alors que les ouvriers habitaient auparavant dans les lieux de concentration du travail et des richesses (c'est-à-dire les communes riches), ils vivent aujourd'hui plus loin, à la fois du travail et des riches.

De même, alors que la géographie électorale a de longue date constaté l'existence d'effets macro-régionaux très puissants, la France du Nord-Est ne votant pas comme l'Ouest ou le Sud-Ouest, les auteurs limitent l'approche spatiale aux communes et à leur taille. L'échelon départemental est testé à plusieurs reprises mais, encore en 2017 et 2022, les analyses économétriques menées sur les résultats électoraux ont montré que les blocs régionaux expliquaient mieux les votes que la taille des communes (Bouba-Olga 2022, repris dans Delpirou et Gilli 2022). Il est dommage que les auteurs n'aient même pas abordé ce point dans un ouvrage portant sur 250 ans d'histoire électorale.

Ces remarques méthodologiques n'invalident pas les résultats du livre, mais obligent à nuancer leur solidité et appellent de nouveaux traitements statistiques pour les confirmer. Ils seraient d'autant plus nécessaires que les auteurs font du concept de « classe géo-sociale » un des pivots de leur analyse et de leurs conclusions.

Même sans retraiter les données géographiques, une plus grande attention à leurs dynamiques d'évolution aurait été attendue, notamment quand elles semblent aller contre les thèses de l'ouvrage. L'une des hypothèses soutenues est que la probabilité de tripartition politique augmenterait massivement lorsque les caractéristiques géographiques s'invitent dans le conflit politique au même niveau d'importance que les caractéristiques sociales. Sauf que plusieurs séries de données présentées dans l'ouvrage montrent l'inverse : alors que le poids des déterminants sociaux reste constant, toutes les législatives depuis 1973 voient reculer les déterminants géographiques dans le partage du vote gauche/droite, à la seule exception du scrutin de 2022... sur laquelle les auteurs s'appuient pour tirer leurs conclusions. Les données présentées, pour consistantes qu'elles soient, montreraient ainsi plutôt un résultat opposé à celui défendu par les auteurs (et plus en ligne avec les travaux de nombreux géographes et sociologues¹) : si le concept de « classe géo-sociale » pouvait, au vu des données, avoir un sens politique dans les conflits du XX^e siècle, c'est beaucoup moins le cas depuis quarante ans.

L'abstention, centrale et impensée

Au-delà des données, le nœud du problème se trouve dans le traitement réservé à la question de l'abstention. Celle-ci fait l'objet d'une partie entière. Pourtant, cette attention soutenue conduit finalement à la tenir à l'écart : la non-participation est traitée comme un préambule avant d'embrasser le sujet majeur du livre, le conflit électoral, plutôt que comme un élément central de ce conflit. Une fois traitée dans la partie qui lui est consacrée, la non-participation n'est même plus convoquée comme facteur explicatif des évolutions différentielles dans l'analyse électorale des scrutins. La hausse de l'abstention n'étant pas homogène entre les territoires et la répartition des votes n'étant elle-même pas homogène dans les territoires, on attend de forts effets croisés entre ces deux tendances. Or, les auteurs ne recherchent pas les relations pouvant exister entre ces dynamiques, qu'ils documentent pourtant avec précision par ailleurs. Par exemple, analysant l'évolution historique des votes par familles politiques, ils ne s'interrogent pas sur le potentiel effet de vase communicant entre la baisse du vote à gauche dans les communes ouvrières et la hausse de l'abstention ouvrière.

De même, le lien causal esquissé entre la tripartition de l'espace politique et l'abstention interroge. De nombreux auteurs ont souligné le fait que l'abstention était devenue, pour les

¹ Lire les dossiers publiés dans *Métropolitiques* : « [Les territoires du vote](#) » (2012) et « [Élections nationales 2022 : pour une analyse localisée du vote et de ses enjeux](#) » (2022).

citoyens, une façon à part entière d'exprimer un rapport au conflit électoral. Parmi les trois hypothèses mises en avant pour expliquer la montée de l'abstention, celle sur laquelle l'ouvrage insiste le moins attribue la démobilisation observée dès la fin des années 1970 aux désillusions nées des impuissances du pouvoir ou des convergences entre les programmes politiques de gauche comme de droite. Bien que cette thèse soit défendue par de nombreux politistes (Braconnier et Dormagen 2007 ou Tiberj 2017, par exemple), les auteurs préfèrent conclure par l'hypothèse selon laquelle le tripartisme serait essentiel pour expliquer cette baisse de la participation. Ce facteur explicatif (le tripartisme de 2017-2022) est pourtant postérieur au facteur expliqué (la baisse de participation à partir de la fin des années 1970). S'il y a une relation causale, elle va plutôt dans l'autre sens : les désillusions politiques ont créé de la démobilisation, ce qui a structurellement affaibli les partis historiques et réformateurs, ouvrant la voie à une situation de tripartisme particulièrement instable.

Ce dernier constat renvoie à un autre aspect du livre, sans doute lié à la volonté des auteurs de rendre leur travail accessible : beaucoup de résultats sont montrés, peu sont véritablement démontrés. Le style change d'ailleurs régulièrement au fil des pages : aux longs passages de statistiques descriptives (indéniablement très appliqués) succèdent des commentaires politiques égrainant des idées pratiques simplement exposées en quelques lignes.

Difficile, au bout du compte, de ne pas revenir sur l'objectif explicitement politique de l'ouvrage. Ce dernier part d'une intention louable : réduire les inégalités et la crise démocratique. Pour autant, les raccourcis méthodologiques et théoriques sur lesquels est construite une partie des raisonnements interpellent.

Un des partis pris du livre est de résumer le conflit politique au conflit électoral, voire à la part « exprimée » des votes. Parce qu'elle occulte l'ampleur et la dynamique des mobilisations citoyennes, cette réalité tronquée biaise la compréhension des rapports de force électoraux. La lecture mécaniste qui en dérive et fonde les recommandations politiques des auteurs est tout aussi réductrice : ces raisonnements ne fonctionnent plus dans un monde où le courant ne passe plus entre la population et les dirigeants politiques. Sur la base des données rassemblées dans l'ouvrage, on serait ainsi amené à s'interroger : loin des approches surplombantes, l'enjeu politique des prochaines années ne serait-il pas, d'abord, de reconnecter les élus aux habitantes et habitants du pays ? Un travail humble et méthodique pour convaincre les citoyens de l'intérêt de se mêler à nouveau de politique... Avant d'être électoral, la priorité est démocratique.

Bibliographie

- Bellanger, E., Desage, F., Haute, T. et Rivière, J. 2022. « Élections nationales 2022 : pour une analyse localisée du vote et de ses enjeux », *Métropolitiques*, 8 décembre 2022. URL : <https://metropolitiques.eu/Elections-nationales-2022-pour-une-analyse-localisee-du-vote-et-de-ses-enjeux.html>.
- Bois, P. 1960. *Paysans de l'Ouest. Des structures économiques et sociales aux options politiques depuis l'époque révolutionnaire dans la Sarthe*, Paris : Mouton.
- Bouba-Olga, O. 2022. « Présidentielles 2022 : quelle(s) géographie(s) du vote ? », *Blog de l'université de Poitiers*. URL : <https://blogs.univ-poitiers.fr/o-bouba-olga/2022/04/12/presidentielles-2022-quelles-geographies-du-vote/>.
- Braconnier, C. et Dormagen, J.-Y. 2007. *La Démocratie de l'abstention. Aux origines de la démobilisation électorale en milieux populaires*, Paris : Folio Gallimard.
- Collet, A., Gilbert, P. et Girard, V. 2012. « Les territoires du vote », *Métropolitiques*, 11 avril 2012. URL : <https://metropolitiques.eu/Les-territoires-du-vote.html>.
- Delpirou, A. et Gilli, F. 2022. « Après les élections : géographies plurielles d'une France en déséquilibre », *Métropolitiques*, 28 juin 2022. URL : <https://metropolitiques.eu/Apres-les-elections-geographies-plurielles-d-une-France-en-desequilibre.html>.
- Latour, B. 2021, *Où suis-je ? Leçons du confinement à l'usage des terrestres*, Paris : La Découverte.
- Tiberj, V. 2017. *Les Citoyens qui viennent. Comment le renouvellement générationnel transforme la politique en France*, Paris : PUF.
- Tilly, C. 1964. *The Vendée. A Sociological Analysis of the Counterrevolution of 1793*, Cambridge: Harvard University Press (*La Vendée. Révolution et contre-révolution*, Paris, Fayard, 1970).

Docteur en économie, ancien élève de l'ENSAE (École nationale de la statistique et de l'administration économique), **Frédéric Gilli** est lauréat du prix du jeune urbaniste en 2010. Professeur associé à l'École urbaine de Sciences Po, où il enseigne, il est directeur associé de l'agence Grand Public, spécialisée dans l'accompagnement du changement. Auteur d'articles et ouvrages sur l'organisation des systèmes productifs et la géographie de l'emploi, il a notamment travaillé sur la géographie des filières industrielles et l'innovation territoriale dans les chaînes de valeur (*Territoires et innovation*, La Documentation française, 2012) ainsi que sur le Grand Paris (*Grand Paris, l'émergence d'une métropole*, Presses de Sciences Po, 2014, *Paris, métropole hors les murs : aménager et gouverner le Grand Paris*, avec Jean-Marc Offner, Presses de Sciences Po, 2009 ; et *Une région de projets : l'avenir de Paris*, avec Paul Chemetov, La Documentation française, 2006). Il a récemment publié *50 cartes à voir avant d'aller voter*, avec Aurélien Delpirou (Éditions Autrement, 2022), et *La Promesse démocratique* (Armand Colin, 2022).

Pour citer cet article :

Frédéric Gilli, « Une histoire du conflit politique sans géographie », *Métropolitiques*, 21 septembre 2023. URL : <https://metropolitiques.eu/Une-histoire-du-conflit-politique-sans-geographie.html>. DOI : <https://doi.org/10.56698/metropolitiques.1951>.